



INYOMVYI

Info

BULLETIN D'INFORMATION N°4

du 15 Janvier 2015



Les arbres de la Kibira crient au secours.



Arbre abattu par des inconnus

La forêt de la Kibira est menacée par les coupeurs d'arbres et crie au secours. Les coupeurs profitent de la tombée de la nuit ou de la pluie pour s'introduire dans la Kibira et y abattre les arbres pour leur bois de chauffage. En réalité la forêt est une aire protégée mais les familles riveraines de la Kibira n'ont pas assez de plantations de bois pour assurer leurs besoins en bois de chauffage. La forêt à proximité constitue un réservoir d'approvisionnement en bois de chauffage. Pour tromper la vigilance des gardes de la forêt peu nombreux et mal équipés,

les coupeurs attendent la nuit noire ou les brouillards pour aller couper les arbres dans la forêt. Les gardes n'auront qu'à constater les dégâts pendant le jour lorsqu'il n'est plus possible d'empêcher la coupe. Les abatteurs surpris entrain d'abattre un arbre s'enfuient mais cette dernière finira par sécher et tomber car les entailles faites à son encontre vont constituer une porte d'entrée des microbes. Le bois surtout millénaire est convoité pour sa durabilité et son usage : les bucheurons, les charpentiers, les ébénistes, les menuisiers, les sculpteurs, ..., en recherchent.

Plantons tous l'arbre	ABN au service des pêcheurs de Kajaga.
Page 2	Page 3
L'ABN préoccupée par les changements climatiques	Lima: Échec dans l'édification d'un élan
Page 4	Page 5
L'union fait la force	
Page 6	

Il est nécessaire de satisfaire nos besoins en bois mais vouloir s'en procurer à tout prix au dépend de la forêt est très dommageable. La population devrait être incitée à faire des plantations privées pour pouvoir s'y approvisionner en cas de nécessité. En fait, la population n'est pas assez consciente des dangers qu'elle court si jamais cette forêt venait à disparaître. Cette forêt est en quelque sorte le réservoir du pays en eau, elle est aussi un régulateur du climat de notre pays, elle est une pharmacie au vrai sens du mot car on y trouve plusieurs plantes médicinales, elle contient 646 espèces végétales au total. Elle a une faune et une flore qui sont très riches.

Laisser la Kibira disparaître équivaldrait à un suicide collectif.

Par Bucankura Jean De Dieu

Plantons tous l'arbre



Photo de la forêt de Kibira

La semaine dédiée à la journée nationale de l'arbre a coïncidé avec le 25ème anniversaire du ministère de l'Eau, de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (MEEATU) vendredi le 19 décembre 2014. Il a été célébré sous le thème « célébrons ce jubilé d'argent en plantant tous l'arbre ».

Le ministre Jean-Claude Nduwayo ayant l'environnement dans ses attributions a souligné que le Burundi envisage d'atteindre une superficie boisée de 18% d'ici à l'horizon 2025. Il a invité les Burundais à planter les arbres pour porter l'espace couvert de forêts (qui atteint aujourd'hui à peine 13%) à 18% d'ici 2025.

Les grands défis que le Burundi doit relever pour la protection des écosystèmes forestiers sont notamment les phénomènes de défrichements, les feux de brousse, l'exploitation illicite des ressources naturelles et l'introduction des espèces envahissantes, a-t-il ajouté.

La commémoration du 25ème anniversaire de ce ministère, avait été rehaussée par de différentes délégations nationales ainsi qu'une forte délégation du projet de la gestion environnementale du lac Victoria phase II « Lake Victoria Environmental Management Project » (LVEMPII) composée d'Ougandais, de Kenyans et de Tanzaniens. Les cérémonies ont été marquées par la danse des tambourinaires et une visite des stands des réalisations dans les différents secteurs dudit ministère. Signalons que depuis sa création en 1988, dix-huit ministres se sont succédé à la tête de ce ministère. Actuellement, il couvre quatre secteurs, à savoir le secteur de ressource en eau et l'assainissement; le secteur de l'environnement, des forêts et du changement climatique; le secteur de l'urbanisme et de l'habitat ainsi que le secteur foncier.

Par Christiane MUNYANEZA

ABN au service des pêcheurs de Kajaga.

L'Association Burundaise pour la protection de la Nature (ABN) a construit deux toilettes environnementales et un hangar pour les pêcheurs de la plage de Kajaga ainsi que la population avoisinante, via le projet Gouvernance des Ressources Naturelles du Lac Tanganyika financé par le Royaume Néerlandais à travers l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature Néerlandais (IUCN NL). L'installation de ce hangar sur la plage de Kajaga,

dans la commune Mutimbuzi province de Bujumbura, a été possible grâce au soutien du Royaume Néerlandais à travers l'IUCN NL et à la sollicitation des pêcheurs qui ont participé au montage du projet Gouvernance des Ressources Naturelles du Lac Tanganyika. Ce hangar sera d'une grande utilité pour les pêcheurs de Kajaga.

IL servira de bureau pour le comité de pêche et d'entreposage du matériel de pêche et d'espace pour la résolution des conflits internes et externes.



Vue de face du hangar à Kajaga

En ce qui concerne les toilettes environnementales, la construction a débuté avec le mois de septembre 2014. Ces toilettes environnementales vont contribuer à la sauvegarde de l'environnement car elles protègent la nappe phréatique, elles produisent du fumier organique

pour limiter la dégradation des sols si elles sont utilisées à la place de l'engrais chimique. L'urine peut être aussi récupérée et être mélangée avec de l'eau dans des proportions spécifiques pour être utilisée comme fertilisant.



Vue de profil des toilettes environnementales de kajaga

Selon le président du comité de la plage de Kajaga, ces toilettes seront utilisées par les pêcheurs mais aussi par les autres personnes qui en auront besoin à l'instar de celles qui travaillent tout autour de la plage. Il souligne qu'avant l'installation de ses toilettes, le lac Tanganyika était pollué et les maladies des mains sales étaient monnaie courante à Kajaga. Pour Monsieur Sadiki, chef de zone Rukaramu, la joie est immense pour les pêcheurs et les citoyens qui n'avaient pas de lieu d'aisance et qui attrapaient souvent les maladies liées à la saleté.

L'ABN a déjà attribuée deux bateaux de surveillance équipés à la plage de Kajaga, a souligné la Vice-présidente du conseil de coordination Aimée Nzokira lors de la réception de ces toilettes. Elle a prodigué des conseils aux pêcheurs pour la pérennisation de ce don et a salué à juste titre le Royaume Néerlandais qui a financé le projet à travers l'IUCN NL.

Par Heranda NYUBAHWA

L'ABN préoccupée par les changements climatiques.

L'Association Burundaise pour la protection de la Nature, ABN en sigle, est préoccupée par des changements climatiques qui s'observent dans le monde en général et au Burundi en particulier. Pour contribuer à la mise en œuvre nationale de la Convention sur la Diversité Biologique et la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, elle met en exécution deux projets en partenariat avec BirdLife International : « conservation des écosystèmes pour l'adaptation aux changements climatiques en Afrique de l'Est », appuyé par Darwin Initiative du Royaume-Uni et « Contribution à l'autonomisation des communautés locales pour la conservation des oiseaux et de la biodiversité ainsi que le développement durable du bassin du Lac Victoria » financé par Aage V. Jensen Charity Foundation de Danemark. Ces deux projets sont implantés à Ruyigi à l'Est du Burundi, plus précisément sur la chaîne de montagnes de Mpungwe. Ils contribuent également à l'amélioration des moyens de subsistances locales basées sur les ressources naturelles de cet écosystème dont



Vue de la chaîne de montagnes Mpungwe

la population riveraine dépend fortement ainsi que l'adaptation de la communauté aux changements climatiques.

Mpungwe se trouve en connectivité avec le Parc National de la Ruvubu, la plus importante zone de conservation des oiseaux au Burundi. Cette chaîne souffre de graves problèmes environnementaux comme la déforestation, les feux de brousse, l'érosion et les changements climatiques.

Pour aider la population riveraine de la chaîne Mpungwe à s'adapter et à atténuer les impacts néfastes de ces changements climatiques, l'ABN a identifié parmi cette population un groupe de soutien à ce site. Elle l'a encadré dans l'élaboration de son plan d'action pour la gestion durable de cette chaîne à l'aide d'une approche basée sur les écosystèmes car elle fournit à cette population de l'eau, des différents matériaux de construction ainsi qu'une riche biodiversité. Il faut signaler que ce groupe de

soutien de Mpungwe avec la facilitation de l'ABN, a été très influent au mois de mars 2014 lors de la révision de la politique locale, « Plan Communal pour le Développement Communautaire » PCDC de Ruyigi, en proposant la chaîne Mpungwe parmi les aires protégées du Burundi, laquelle chaîne figurait dans la Stratégie Nationale et Plan d'Action en matière de Biodiversité (SNPAB). Le groupe a proposé également les activités à réaliser sur cette chaîne pour mettre fin à sa dégradation due à la déforestation, l'érosion, l'exploitation non durable des ressources aggravant ainsi les effets néfastes des changements climatiques.

Il est grand temps de réduire toute activité accentuant les impacts négatifs des changements climatiques en l'occurrence la déforestation, les feux de brousse, l'érosion et l'utilisation non durable des écosystèmes et de la biodiversité.

Par Claudette Murebwayire.

Lima: Échec dans l'édification d'un élan

Les négociations des Nations Unies sur le climat ont continué jusque très tôt dans la matinée du Dimanche –plus de 30 minutes au delà du temps prévu pour la clôture-le ministre Péruvien de l'environnement Pulgar Vidal a prié les gouvernements pour « donner de l'espoir au monde » Il y avait un degré d'optimisme en perspective dans les négociations de Lima, avec les

grands pollueurs -Chine- Etats unis , et l'Europe- communiquant sur leurs objectifs de réduction des émissions et les pays s'engageant à verser un total de 10 billions de dollar de fonds pour climat vert. Ce qui est décevant, les gouvernements ont raté l'occasion de s'appuyer sur cet élan pour jeter les bases solides pour un accord mondial post 2020 sur les changements climatiques qui doit être

finalisé à Paris l'an prochain, et accélérer l'action pré-2020 sur les changements climatiques. Le consensus obtenu à Lima fourni le strict minimum, a dit Edward Perry, coordinateur de la politique sur le changement climatique global au sein de Birdlife. Il permet de garder l'accord de paris 2015 à portée de main mais inspire difficilement confiance. "Il y a un certain nombre de questions



Par Martin Fowlie, lundi 15/12/2014- 16:56

fondamentales qui divisent les pays, y compris la mise à disposition du financement et soutien, les responsabilités respectives de réductions des émissions et la façon dont il faut traiter les pertes et les dommages » a ajoutée Mélanie Health, Directrice des sciences, Politique et information

chez Birdlife Internationale. Ces questions devront être résolues par Paris. Les pays ont fait des progrès sur les éléments éventuels de consensus de Paris : Dresser une liste des priorités qui seront négociées plus tard à Genève en Février. Cependant, des directives limitées ont apparues

dans le contenu des actions d'engagements climatiques des pays après 2020-ainsi appelé Intended Nationally Determined Contributions (INDCs))- qui doivent être communiquées au début de l'année prochaine. "Ce qui est préoccupant" a dit John Lanchbery Vétéran de UNFCCC

« est un manque d'une évaluation solide de l'adéquation de l'INDCs en demeurant dans les limites de deux degré et de l'impartialité et équité de la proposition de chaque pays, comme l'a dit Edward Perry, « la résistance de certains grands pollueurs à une évaluation de leur engagement nuisent à la confiance et la crédibilité »

Les négociations pré- 2020 sur l'atténuation sont en deçà des attentes « maintenir le réchauffement climatique en deçà de 2 degré Celsius au dessus de l'ère préindustriel, l'émission globale doit culminer avant 2020 », a fait remarqué Mélanie Heath, Directrice de science politique et information dans Birdlife, « mais nous sommes entrain de rater notre objectif, et Lima n'a pas fourni de niveau de réponse nécessaire pour nous remettre sur la bonne voie »

Ce qui était particulièrement décevant était l'incapacité des gouvernements de se mettre d'accord sur une feuille de route claire pour accroître les financements à 100 billion de dollars chaque année d'ici 2020, qui a été promis par les pays développés. « Il y a un besoin urgent pour plus de flux financier substantiel et prévisible aux pays en voie de développement pour leur permettre de s'adapter aux changements climatiques en mettant en avant leur propres contribution à l'atténuation », selon Edward Perry. Sur l'aspect positif, il y a eu suffisamment d'appels à Lima pour agir en faveur du climat pour une utilisation des terres, changement dans l'utilisation des terres et foresterie « land use, land use change and forestry (LULUCF) et REDD+ d'être inclus dans les engagements des pays et l'ambition d'atténuation à court terme. Néanmoins, une importante décision sur REDD+un système d'information garantie « safeguards information systems(SIS) était reporté jusqu'à l'année prochaine, courant le risque que

REDD+ compromette la biodiversité et les droits humains, et que la confiance des investisseurs soit mise à mal. « Les choses ne vont pas assez vite en ce qui concerne les changements climatiques. Déjà

nous voyons les impacts des dommages climatique sur les communautés les plus vulnérables, espèces et écosystèmes », a dit Edward Perry. Évidemment, il y a des progrès graduels, mais ce dont nous avons besoin est un changement rapide et fondamental, le passage à une économie faible en émission de carbone, la résistance au changement climatique. Les gouvernements auront besoin de prendre des mesures urgentes et audacieuses dans les prochains 12 mois afin d'assurer une convention 2015 efficace et juste.

par Edouard Perry(En Anglais),Traduit en Français par Bucankura Jean de Dieu

L'union fait la force

L'Office du Thé du Burundi (OTB) avec l'appuie de Rain Forest Alliance (RA) projettent faire certifier les plantations industrielles et communautaires du ressort de toutes les usines à thé du Burundi. Dans ce cadre, le projet « Promotion des essences indigènes utiles aux communautés autour du Parc National de la Kibira » est en cours d'exécution par l'Association Burundaise pour la protection de la Nature (ABN) en collaboration avec RA. En effet, la certification de conformité atteste qu'une denrée alimentaire ou qu'un produit agricole non alimentaire et non transformé est conforme à des règles spécifiques et à des caractéristiques préalablement fixées qui le distinguent du produit courant et qui portent, selon les cas, sur la production, la transformation ou le conditionnement. Ces caractéristiques spécifiques reposent sur des critères objectifs, mesurables,



Pépinière Grevillea à Kigereka

contrôlables et significatifs pour le consommateur. Ainsi, la certification de ces produits agricoles offre aux producteurs la possibilité de différencier leurs produits comme étant socialement, économiquement et écologiquement durables. En conséquence, le prix de ces produits certifiés, sur le marché international, est nettement supérieur aux prix des autres produits. En vue de contribuer à la Certification des produits industriels et communautaires de l'OTB, l'ABN a déjà effectué une étude de référence pour les Oiseaux se trouvant autour de l'OTB de Teza et a pu identifier 77 espèces. La répartition de ces espèces est étroitement liée à l'état de santé de la galerie forestière, car l'étude s'est focalisée sur les couloirs de migration se trouvant entre les plantations de thé. De plus, l'ABN a mis



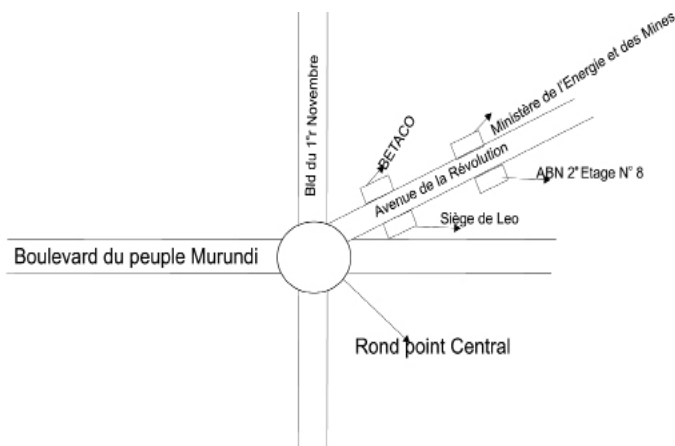
Pépinière de prinud Africana à Teza

en place des pépinières de 140.000 plants des essences indigènes et fruitières pour la restauration des zones dégradés pendant la guerre civile.

Par Charles Rugerinyange,

Où est l'Association Burundaise pour la protection de la Nature

Avenue de la Révolution 2^{ème} Etage N° 8
 Tél: 22 249470
 Fax: +257 22 249471
 Email: aboburundi@yahoo.fr
 Site web: www.abn-conservation-bi.org



Comment devenir membre de l'ABN ?

Affiliez-vous à l'Association Burundaise pour la protection de la Nature (ABN) pour créer une opportunité de comprendre le besoin d'un environnement équilibré pour le développement durable et envoyez-nous vos frais d'inscription et de cotisation à notre bureau situé à l'avenue de la révolution, 2ème étage numéro 8 à Bujumbura-Burundi.

Un montant de 5000Frbu représentant les frais d'inscription sera payé à l'avance. Toutefois, si sa demande d'adhésion est refusée, ce montant lui sera restitué. Article 14 : le montant de cotisation mensuelle est fixé par l'Assemblée Générale sur proposition du comité constituante.

Catégorie des membres	Montant en Francs Burundais
Les élèves	300
Les étudiants et les chômeurs	500
Les fonctionnaires et les employés	1300
Les expatriés	3000
Les clubs environnement des écoles secondaires	3000
La famille des nationaux	3000
La famille des expatriés	7000
Les personnes morales	10000

Cette cotisation est anticipative et non remboursable, elle peut être payée mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement.